

**Assemblée générale**

Distr. générale
2 avril 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Points 140 et 163 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix****Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental****Rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 et projet
de budget pour la période allant du 1^{er} juillet 2012
au 30 juin 2013 de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental****Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

Crédit ouvert pour 2010/11	57 130 500 dollars
Dépenses de 2010/11	57 102 100 dollars
Solde inutilisé de 2010/11	28 400 dollars
Crédit ouvert pour 2011/12	61 449 400 dollars
Dépenses prévues pour 2011/12 ^a	59 675 400 dollars
Montant prévu du solde inutilisé de 2011/12 ^a	1 774 000 dollars
Projet de budget du Secrétaire général pour 2012/13	58 715 200 dollars
Recommandation du Comité consultatif pour 2012/13	58 239 200 dollars

^a Prévisions au 31 janvier 2012 (voir annexe I).



I. Introduction

1. La recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires figurant au paragraphe 33 ci-dessous réduirait de 476 000 dollars le projet de budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour la période allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/681).

2. Le rapport du Comité consultatif sur les questions qui concernent les opérations de maintien de la paix en général est publié sous la cote A/66/718. Le présent rapport ne traite que des ressources de la Mission et d'autres questions qui la concernent directement.

3. Lors de l'examen du rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/573), le Comité consultatif a tenu compte des informations concernant la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes au sujet de la Mission (A/65/5 (Vol. II), chap. II), comme indiqué plus loin au paragraphe 41. On peut en outre consulter, dans le document A/66/719, le rapport du Comité consultatif sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2011 [A/66/5 (Vol. II)]. **Le Comité consultatif insiste de nouveau sur l'utilité des conclusions du Comité des commissaires aux comptes et sur la nécessité d'appliquer les recommandations du Comité dans les délais prescrits par le Secrétaire général.**

4. On trouvera à la fin du présent rapport la liste des documents que le Comité consultatif a examinés ou consultés lors de son examen du financement de la Mission.

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

5. Dans sa résolution 64/284, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 57 130 500 dollars (montant net : 54 722 400 dollars) aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011. Le montant total brut des dépenses de l'exercice s'est élevé à 57 102 100 dollars (montant net : 54 417 400 dollars). Le solde inutilisé, d'un montant brut de 28 400 dollars, représente un taux d'exécution de 99,95 %. On trouvera une analyse détaillée des écarts à la section IV du rapport d'exécution pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/573).

6. Après examen du rapport sur l'exécution du budget, le Comité consultatif note que les importants écarts enregistrés pendant la période considérée entre les dépenses de la Mission et celles inscrites au budget s'expliquent par un certain nombre de facteurs, notamment des dépassements de crédits au titre du personnel civil et des transports aériens ayant nécessité l'utilisation de ressources qui avaient été approuvées pour des activités à la rubrique Dépenses opérationnelles pour la plupart (voir A/66/573, par. 16 à 18; voir également par. 8 et 24 ci-dessous). Un récapitulatif des réaffectations de ressources figure à la section III.B, et est présenté au paragraphe 28 du rapport sur l'exécution du budget.

7. Les dépassements de crédits sont principalement liés a) au personnel recruté sur le plan international (908 200 dollars), en raison notamment d'un taux moyen effectif de vacance de postes de 8,3 % au lieu des 10 % prévus dans le budget, et de dépenses communes de personnel plus importantes que prévu; b) au personnel recruté sur le plan national (1 025 200 dollars), en raison d'un taux moyen effectif de vacance de postes de 1,2 % au lieu des 7 % prévus dans le budget, et de l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre 2010, du nouveau barème des traitements du personnel recruté sur le plan national, qui vient s'ajouter au relèvement de la classe moyenne des postes pourvus par cette catégorie de personnel au terme d'une opération de classement des postes (voir plus loin par. 22 et 23); et c) aux transports aériens (1 142 700 dollars), en raison notamment d'un dépassement des montants inscrits au budget pour l'affrètement et l'exploitation d'avions et d'hélicoptères, et de la hausse du coût du carburant.

8. Le Secrétaire général indique que, pour financer les dépenses supplémentaires susmentionnées engagées au titre du personnel civil (1 959 800 dollars) et des transports aériens (1 142 700 dollars), la Mission a reporté l'achat de matériel et l'exécution de projets de construction à l'exercice 2011/12, ce qui explique les écarts enregistrés aux rubriques Installations et infrastructures (1 469 200 dollars), Transports terrestres (1 344 000 dollars) et Communications (432 800 dollars). Par ailleurs, la Mission a obtenu du matériel transféré de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) et de la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP). Le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que la valeur totale du matériel transféré de la MINURCAT à la MINURSO s'élevait à 3,9 millions de dollars. Il s'agissait notamment de matériel lié aux communications, aux technologies de l'information, au génie, à l'approvisionnement et au transport. Le Comité a également été informé que la valeur totale du matériel transféré de la MINUNEP se chiffrait à 68 851 dollars.

9. On trouvera ci-après à la section IV, relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juin 2012 au 30 juin 2013, les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

10. Le Comité consultatif a été informé qu'au 21 février 2012, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la Mission depuis sa création s'établissait à 900 813 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 847 624 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 53 189 000 dollars. Le Comité a également été informé qu'un montant estimé à 268 299 dollars était dû au titre du remboursement des dépenses afférentes aux contingents (de mars 2011 à janvier 2012), et 159 876 dollars au titre du matériel leur appartenant (de novembre 2010 à janvier 2012). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que, les liquidités disponibles sur le compte spécial pour la Mission étant insuffisantes, l'Organisation n'avait pas été en mesure de rembourser les pays fournissant des contingents pour ces exercices. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, 318 000 dollars

ont été versés pour régler 11 demandes d'indemnisation depuis la création de la Mission, et aucune demande n'est en instance de règlement.

11. Le Comité consultatif note avec préoccupation qu'au 21 février 2012, les réserves de liquidités de la Mission s'élevaient à 700 000 dollars ce qui, comme les années précédentes, ne couvre pas la réserve opérationnelle de trois mois de 15 238 000 dollars (représentant un déficit de 14 538 000 dollars). Par ailleurs, à la même date, la Mission avait un emprunt en cours de 7,5 millions de dollars contracté auprès du Compte spécial de la Force de protection des Nations Unies. Le Comité fait également à nouveau part de sa préoccupation face à la situation financière de la Mission qui demeure précaire et aux retards qui en résultent dans les remboursements des pays fournissant des contingents (voir A/65/743/Add.5, par. 10). Le Comité rappelle que l'Assemblée générale a invité maintes fois tous les États Membres à verser l'intégralité de leurs contributions statutaires dans les meilleurs délais et sans conditions (voir résolution 65/293 de l'Assemblée générale)¹.

12. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2012, le taux d'occupation de postes à la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 s'établissait comme suit :

	Effectif autorisé ^a	Effectif réel	Taux de vacance (pourcentage)
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires	203	196	3
Contingents	27	24	11
Police des Nations Unies	6	5	17
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	102	102	—
Personnel recruté sur le plan national	170	164	4
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)			
Personnel recruté sur le plan national	2	2	—
Volontaires des Nations Unies	20	19	5

^a Niveau le plus élevé, entre le début et la fin de l'exercice, de l'effectif autorisé.

13. Un tableau des dépenses effectives et prévues de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, avec une explication des écarts, a été communiqué au Comité consultatif (voir annexe I). Au 31 janvier 2012, les dépenses pour l'exercice s'élevaient à 39 207 200 dollars. À la fin de l'exercice en cours, les dépenses totales se chiffraient à 59 675 400 dollars, le crédit ouvert étant de 61 449 400 dollars, ce qui laisserait un solde inutilisé de 1 774 000 dollars.

¹ Voir également les résolutions 64/243, 62/236, 56/253 et 54/249.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

A. Mandat et résultats prévus

14. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la Mission dans sa résolution 690 (1991). La dernière prorogation en date, jusqu'au 30 avril 2012, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution 1979 (2011). Le mandat, les hypothèses budgétaires et les activités d'appui de la Mission sont décrits aux paragraphes 2 à 14 du projet de budget (A/66/681). Le mandat de la Mission consiste à aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général : parvenir à un règlement politique juste, durable et mutuellement acceptable prévoyant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. La Mission maintient son siège à Laayoune et neuf bases d'opérations en divers endroits du Sahara occidental, ainsi qu'un bureau de liaison à Tindouf (Algérie). On trouvera à l'annexe II du projet de budget les organigrammes de la Mission.

15. Le paragraphe 15 du projet de budget contient des informations sur les partenariats et la coordination de l'équipe de pays. Il indique que la Mission fournit, moyennant remboursement, un appui logistique au programme de mesures de confiance du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, consistant à organiser des échanges de visites familiales entre la zone située à l'ouest du mur de sable et le camp de réfugiés de Tindouf (Algérie). Il indique également que la Mission continuera de coopérer étroitement avec toutes les parties prenantes de la zone relevant de son mandat, notamment l'Union africaine.

B. Ressources nécessaires

16. Le projet de budget de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 s'élève à 58 715 200 dollars, ce qui représente une réduction d'un montant brut de 2 734 200 dollars (soit 4,4 %) par rapport au crédit de 61 449 400 dollars ouvert pour 2011/12. Le Comité consultatif note que, si l'on compare le montant du projet de budget avec des dépenses prévues pour 2011/12 (59 675 400 dollars) (voir plus haut par. 13), la réduction proposée s'élève à 960 200 dollars. Cette réduction correspond principalement à la diminution des ressources prévues au titre des dépenses opérationnelles, partiellement compensée par l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel civil. Les ressources financières nécessaires et une analyse des écarts figurent aux sections II et III du projet de budget (A/66/681).

17. Pour l'exercice 2012/13, les contributions volontaires en nature budgétisées s'élèveraient à 3 046 816 dollars, et proviendraient du Gouvernement marocain (2 736 793 dollars), du Gouvernement algérien (284 825 dollars) et du Front Polisario (25 198 dollars) (A/66/681, sect. II.A). Par ailleurs, les contributions non budgétisées prévues par l'accord sur le statut de la Mission et relatives à l'hébergement sont estimées à 1 476 000 dollars, et proviendraient du Gouvernement marocain (1 394 000 dollars) et du Gouvernement algérien (82 000 dollars) (A/66/681, sect. II.B). **Le Comité consultatif prend note avec satisfaction du maintien des contributions volontaires.**

18. Le projet de budget de la Mission pour l'exercice 2012/13 prévoit le déploiement de 203 observateurs militaires, 27 contingents, 6 membres de la police des Nations Unies, 100 membres du personnel recruté sur le plan international, 174 membres du personnel recruté sur le plan national et 2 fonctionnaires occupant des emplois de temporaire, 16 Volontaires des Nations Unies et 10 membres du personnel fourni par les gouvernements.

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2011/12^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2011/12^a</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	203	203	–
Contingents	27	27	–
Police des Nations Unies	6	6	–

^a Niveau le plus élevé, entre le début et la fin de l'exercice, de l'effectif autorisé.

19. Les dépenses prévues pour 2012/13 au titre du personnel militaire et de police s'élèvent à 6 515 100 dollars, ce qui représente une réduction de 152 000 dollars (soit 2,3%) par rapport au crédit ouvert pour 2011/12. La réduction proposée résulte principalement de la diminution des crédits demandés au titre des rations destinées aux observateurs militaires, du fait d'une réduction prévue des besoins ainsi que des dépenses au titre de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, aucune demande d'indemnisation n'ayant été présentée au cours des quatre dernières années (A/66/681, par. 41). Un coefficient délais de déploiement de 2 % est appliqué aux observateurs militaires, et aucun coefficient délais de déploiement n'est appliqué aux contingents militaires ni au personnel de police des Nations Unies.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2011/12</i>	<i>Effectif proposé pour 2011/12</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	102	100	(2)
Personnel recruté sur le plan national	170	174	4
Emplois de temporaire	2	2	–
Volontaires des Nations Unies	20	16	(4)
Total	294	292	(2)

20. Les ressources prévues au titre du personnel civil pour 2012/13 s'élèvent à 24 374 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 815 300 dollars (soit 8 %) par rapport au crédit ouvert pour 2011/12. Les prévisions de dépenses au titre du personnel civil sont fondées sur des taux de vacance de postes de 2% pour le personnel recruté sur le plan international, de 5 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et de 2 % pour les Volontaires des Nations Unies. Une justification des taux de vacances de poste prévus est fournie au paragraphe 31 du projet de budget (A/66/681).

21. L'accroissement des dépenses prévues pour 2012/13 concerne essentiellement a) le personnel recruté sur le plan national (1 593 200 dollars), principalement du fait de la révision du barème des traitements applicable à cette catégorie de personnel et du relèvement de la classe moyenne des postes pourvus par du personnel recruté sur le plan national au terme d'une opération de classement des postes; et b) le personnel recruté sur le plan international (438 000 dollars), principalement du fait de la révision du barème des traitements applicable à cette catégorie de personnel et de l'augmentation des dépenses communes de personnel. L'accroissement des dépenses prévues est partiellement compensé par la baisse de celles correspondant aux Volontaires des Nations Unies, dont les effectifs ont été ramenés de 20 à 16.

Opération de classement des postes

22. Le Comité consultatif note que le relèvement de la classe moyenne des postes occupés par le personnel recruté sur le plan national au terme de l'opération de classement des postes a contribué à l'augmentation des prévisions de dépenses, et donc à une réaffectation des ressources pour 2010/11 (voir plus haut par. 6). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité a appris qu'au sein de la Mission, les postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national et ceux des agents du Service mobile n'avaient jamais fait l'objet d'un classement, et qu'une mission d'observation du Siège en juin 2009 avait indiqué que leurs fonctions et responsabilités avaient évolué depuis la création de la Mission en 1991. La Mission avait présenté la demande de classement en mars 2010. L'opération de classement des postes avait été réalisée en mars et avril 2010, mais n'avait été approuvée qu'en juillet 2010, et les reclassements ont été rétroactifs au 1^{er} avril 2010. Il n'avait pas été possible de prévoir les augmentations de traitement qui allaient découler de l'opération de classement avant juillet 2010, date à laquelle le budget pour 2010/11 avait déjà été approuvé. La Mission a donc dû procéder à une réaffectation des ressources pour faire face à la hausse des dépenses liées au personnel recruté sur le plan national pour 2010/11.

23. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé qu'il avait été partiellement rendu compte des incidences du classement sur les traitements du personnel recruté sur le plan national dans le budget 2011/12, mais leur véritable ampleur n'a été connue que plus tard, en raison des conditions d'ancienneté requises du personnel dont les postes sont passés à la classe supérieure, des procédures de recrutement pour les postes relevés de deux classes, et de l'examen final du classement. C'est pourquoi le budget pour l'exercice 2012/13 fait apparaître un nouveau relèvement de la classe moyenne des postes du personnel recruté sur le plan national, qui résulte de cette même opération de classement des postes. **Le Comité consultatif estime que, dans un souci de transparence, l'incidence des classements de postes sur les exercices financiers ultérieurs devrait être mieux expliquée dans les futurs projets de budget.**

24. **Le Comité consultatif comprend bien que la Mission ne pouvait prévoir les incidences de l'opération de classement des postes. Il considère néanmoins que ces opérations devraient, dans la mesure du possible, être planifiées de manière à ce que les dépenses qu'elles entraînent soient alignées sur les cycles budgétaires auxquels elles se rapportent, afin d'éviter d'importantes réaffectations de ressources ainsi que leurs incidences sur les activités prévues.** Dans son rapport sur les aspects administratifs et budgétaires du financement de

l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/66/718), le Comité consultatif se penche plus en détail sur la question des réaffectations de ressources dans les missions de maintien de la paix.

Recommandations concernant les postes

25. Comme l'indique le tableau ci-dessus, il est proposé de réduire les effectifs de deux postes en 2012/13. Les changements prévus au titre de la composante 3, Appui, sont décrits en détail dans le rapport du Secrétaire général sur le projet de budget (A/66/681). On trouvera à l'annexe II du présent rapport un récapitulatif des modifications prévues du tableau d'effectifs, dont les suivantes qui concernent la composante appui :

a) Suppression d'un poste de Volontaire des Nations Unies (Section des communications et de l'informatique) et d'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (Section du génie);

b) Transformation de deux postes d'agent du Service mobile et de trois postes de Volontaire des Nations Unies en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (Sections des finances, des transports aériens et des transports);

c) Transfert de six postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national à l'intérieur de la composante appui.

Le Comité consultatif accueille avec satisfaction la proposition visant à convertir les postes d'agent recruté sur le plan international en postes d'agent recruté sur le plan national, ce qui devrait contribuer au renforcement des capacités nationales. Il recommande à l'Assemblée générale d'approuver les modifications du tableau d'effectifs proposées par le Secrétaire général.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué pour 2011/12</i>	<i>Montant proposé pour 2012/13</i>	<i>Variation</i>
32 223 300	27 825 800	(4 397 500)

26. Les dépenses opérationnelles prévues pour l'exercice 2012/13 s'élèvent à 27 825 800 dollars, soit 4 397 500 dollars (13,6 %), de moins que le crédit ouvert pour l'exercice 2011/12.

27. Cette diminution est imputable principalement à la réduction des dépenses prévues aux rubriques suivantes :

a) Transports terrestres (2 498 800 dollars) : cette diminution tient au fait qu'aucun crédit n'a été demandé au titre de l'achat de véhicules, la durée d'utilisation des véhicules existants ayant été prolongée de deux ans, et à une réduction des crédits demandés au titre des outils et du matériel destinés aux ateliers automobiles suite aux achats effectués pendant l'exercice 2011/12; elle est en partie compensée par l'augmentation des ressources demandées au titre de l'entretien et de la réparation des véhicules fournis par la MINURCAT et par la hausse du prix moyen du litre de carburant diesel;

b) Installations et infrastructures (1 285 700 dollars) : cette diminution s'explique par la réduction des crédits demandés au titre de l'achat des groupes électrogènes et du matériel d'hébergement et de bureau qui ont été fournis par la MINURCAT, par des besoins moindres en pièces détachées et fournitures, toujours disponibles en stock, et par la diminution des dépenses prévues au titre des travaux d'aménagement et de rénovation qui, pour la plupart, seront effectués au cours de l'exercice 2011/12; cette diminution est en partie compensée par les dépenses prévues au titre de la construction d'un atelier pour véhicules lourds de transport;

c) Transports aériens (778 000 dollars) : cette baisse s'explique par la réduction des frais de location et d'exploitation résultant de la diminution du nombre d'hélicoptères (voir plus loin par. 30); elle est en partie compensée par une augmentation des crédits demandés au titre de la location et de l'exploitation d'avions pour tenir compte des dépenses effectives et par l'augmentation du prix moyen du litre de carburant (1 dollar contre 0,762 dollar durant l'exercice 2011/12);

d) Communications (290 200 dollars) : cette diminution s'explique par le fait que le remplacement du matériel de communication a été reporté en raison du prolongement de leur durée d'utilisation;

e) Informatique (150 300 dollars) : cette diminution s'explique par le fait que le remplacement du matériel informatique a été reporté en raison du prolongement de leur durée d'utilisation.

28. La diminution des crédits demandés est en partie compensée par l'accroissement des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers (620 700 dollars), qui tient essentiellement à l'augmentation des crédits demandés au titre de la détection des mines et du déminage en raison de l'intensification des activités de déminage et de la mise en service d'un engin lourd de déminage supplémentaire pour les opérations plus complexes de déminage souterrain (voir également plus loin par. 36).

Ratios de dotation en véhicules et ordinateurs

29. Le Comité consultatif note que, dans le projet de budget pour l'exercice 2012/13, la diminution des crédits demandés au titre des dépenses opérationnelles prend en compte les économies d'un montant de 1,2 million de dollars qui seraient réalisées grâce à la prolongation de la durée d'utilisation du matériel, dont les véhicules et le matériel informatique (A/66/681, par. 10 et 29). Le Comité constate également, d'après les informations reçues, que les ratios de la dotation en véhicules et en ordinateurs de la Mission sont, pour la plupart des catégories, supérieures à la norme établie pour les opérations de maintien de la paix. Le Comité a demandé et obtenu des explications à ce sujet. **Le Comité consultatif recommande toutefois à la MINURSO d'examiner sa dotation en véhicules et matériel informatique et d'opérer les ajustements nécessaires lorsqu'elle établira les prévisions de dépenses pour les prochains exercices budgétaires.** Le Comité a formulé d'autres observations à ce sujet dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/66/718).

Transports aériens

30. Il est indiqué que, durant l'exercice 2012/13, la MINURSO ramènera de trois à deux le nombre de ses hélicoptères mais qu'elle gardera ses trois avions, ce qui doit

lui permettre de réaliser 4,2 millions de dollars d'économie (A/66/681, p. 14 et par. 10 et 29). Le Comité consultatif constate que la réduction de la flotte d'hélicoptères a pris effet en mai 2011 (A/66/573, p. 19). Il constate également que, dans le projet de budget, les avantages liés au retrait d'un hélicoptère ne sont pas clairement expliqués et qu'aucune information n'est donnée sur la manière dont la Mission entend surmonter les difficultés qui peuvent en résulter dans l'exécution de son mandat. S'étant renseigné, le Comité a appris que la Mission peut mener ses opérations avec deux hélicoptères seulement et que pour parer à d'éventuelles difficultés, elle prévoyait d'augmenter le nombre d'heures de vol de reconnaissance et de réduire le nombre d'heures de vol consacrées à des tâches administratives ou logistiques (voir également plus loin par. 41). **Le Comité consultatif recommande que, dans les prochains projets de budget des opérations de maintien de la paix, tout remaniement de la flotte aérienne soit dûment justifié et que des informations soient données sur les mesures à prendre pour éviter toutes répercussions négatives sur l'exécution de leur mandat.**

31. Il est indiqué au paragraphe 49 du projet de budget (A/66/681) qu'avec la réduction du nombre d'hélicoptères, la consommation de carburant d'aviation prévue tomberait de 3,9 millions de litres à 3,3 millions de litres pendant l'exercice 2012/13. À ce propos, le Comité consultatif constate que, d'après le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2010/11, la consommation effective de carburant a été de 3 295 811 litres pour trois avions et trois hélicoptères (dont l'un a été retiré de la flotte en mai 2011) (A/66/573, p. 19). Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité a appris que, du 1^{er} juillet 2011 au 29 février 2012, la consommation effective de carburant avait été de 1 907 644 litres pour trois avions et deux hélicoptères (soit 238 455 litres par mois en moyenne, ce qui porterait la consommation annuelle à environ 2 861 466 litres). Il a également appris que pour l'exercice 2012/13, il a été proposé de faire livrer à la Mission 3 337 848 litres de carburant pour l'exploitation de ses trois avions et deux hélicoptères.

32. Ayant posé des questions sur les heures de vol d'hélicoptère de la Mission, le Comité consultatif a appris que le nombre annuel d'heures de vol inscrit au budget était de 2 760 heures pour l'exercice 2010/11 et de 2 730 heures pour l'exercice 2011/12 pour trois hélicoptères, et de 1 920 heures pour deux hélicoptères pour l'exercice 2012/13. Il note que même si le nombre annuel d'heures de vol d'hélicoptère prévu au budget diminuait pour passer de 2 730 en 2011/12 à 1 920 en 2012/13, compte tenu du retrait d'un appareil, le nombre annuel d'heures de vol prévu pour chaque hélicoptère augmenterait, tombant de 910 en 2011/12 à 960 en 2012/13. Le Comité a également été informé que la Mission avait prévu d'augmenter de 90 heures le nombre annuel d'heures de vol de ses trois avions.

33. **Compte tenu du retrait d'un hélicoptère, de la consommation de carburant actuelle et de la faible augmentation prévue du nombre d'heures de vol, le Comité consultatif estime que la consommation de carburant prévue pour l'exercice 2012/13 devrait être la même que celle prévue pour l'exercice 2011/12, ce qui réduirait de 476 000 litres la quantité de carburant à fournir à la Mission et de 476 000 dollars le montant du crédit demandé au titre des transports aériens.**

Gains d'efficacité

34. Outre les gains d'efficacité prévus au titre des transports aériens et des véhicules et du matériel (voir plus loin par. 29 et 30), il est indiqué dans le projet de budget que des économies d'un montant de 60 000 dollars pourraient être réalisées si l'on regroupait les fonctions d'approvisionnement, c'est-à-dire si l'on créait un entrepôt intégré où serait rassemblés les moyens d'ingénierie et de communication et les ressources informatiques. Ce regroupement entraînerait la suppression d'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national et d'un poste de Volontaire des Nations Unies (A/66/681, par. 29). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a appris que ce regroupement se ferait non pas matériellement par des constructions mais virtuellement par l'intégration des effectifs, des bureaux, du traitement des demandes et du matériel de manutention, ce qui entraînerait : a) une réduction des frais de distribution; b) un meilleur traitement des demandes; et c) la centralisation de l'introduction des données et de la tenue des inventaires. **Le Comité consultatif demande que les gains d'efficacité réalisés grâce au regroupement des fonctions d'approvisionnement soient indiqués dans le rapport sur l'exécution du budget de 2012/13.**

Lutte antimines

35. D'après le paragraphe 11 du rapport sur l'exécution du budget (A/66/573), la Mission a beaucoup progressé dans le domaine de la détection des mines et du déminage pendant la période considérée puisqu'elle a détruit 33 000 restes explosifs de guerre au lieu des 3 000 prévus. Ayant demandé des renseignements plus précis, le Comité consultatif avait appris que ce résultat a été obtenu grâce à l'introduction d'une nouvelle modalité contractuelle, au recrutement d'un fonctionnaire chargé des opérations et de l'assurance qualité et à l'utilisation d'une nouvelle technique de déminage. **Le Comité consultatif se félicite des résultats obtenus par la Mission dans le domaine de la détection des mines et du déminage et compte que la MINURSO fera profiter les autres missions de son expérience dans ce domaine.**

36. En ce qui concerne la superficie prévue pour le déminage et la superficie effectivement déminée, le Comité consultatif constate que, si 8 422 225 mètres carrés de terrain ont été déminés en 2010/11, la Mission envisageait de déminer 750 000 mètres carrés en 2011/12 et 1 million de mètres carrés en 2012/13 (A/66/573, p. 11, et A/66/681, par. 37). En réponse à ses questions, le Comité a appris pourquoi la Mission s'était fixé pour 2011/12 un objectif (750 000 m²) inférieur aux résultats obtenus en 2010/11 (8 422 225 m²) et aux résultats escomptés pour l'exercice 2012/13 (1 000 000 m²). La Mission n'avait prévu que cinq mois de travaux de déminage en 2011/12 en raison de la diminution des ressources allouées, alors que 10 mois de travaux de déminage sont prévus pour 2012/13. Toutefois, étant donné les difficultés que présentaient les terrains à déminer pour 2012/13, il n'y avait aucun lien direct entre la superficie à déminer et le nombre de mois de travaux prévus. Le Comité constate d'après le projet de budget que, pendant l'exercice 2011/12, la Mission est passée de la destruction des munitions non explosées en surface à l'enlèvement des munitions enterrées, opération plus complexe et nécessitant davantage de ressources.

Projet relatif aux technologies vertes

37. Le Comité consultatif note que, selon le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2010/11, l'installation prévue de deux turbines éoliennes a été annulée en raison de la complexité du projet (A/66/573, p. 17). Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que la Mission ne connaissait pas bien le fonctionnement du système et manquait du personnel qualifié nécessaire à la réalisation du projet. Le Comité a également été informé que le projet serait réétudié une fois que des études techniques sur des questions liées aux données sur le vent, à l'installation, à l'entretien et à la formation auront été réalisées dans l'avenir proche. **Le Comité consultatif ne comprend pas pourquoi le projet de turbines éoliennes a été proposé avant même que la Mission ne dispose de l'ensemble des données et connaissances requises pour ce type de projet. Le Comité est d'avis que les projets de budget doivent s'appuyer sur des hypothèses fondées sur de solides recherches.**

Projets à effet rapide

38. Le Comité consultatif se souvient que, pour l'exercice 2011/12, 50 000 dollars avaient été demandés pour deux projets à effet rapide visant à construire des puits à l'est du mur de sable afin d'approvisionner en eau les bases d'opérations de la Mission et la population locale, et que c'était la première fois que la Mission demandait des ressources au titre de tels projets (A/65/743/Add.5, par. 33). Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que les autorités locales n'avaient que récemment donné leur accord pour la réalisation de ces projets et que leur mise en œuvre devait commencer à la mi-mars 2012. Le Comité consultatif constate que le projet de budget indique que ces projets ont été exécutés, ce qui n'est pas vraiment le cas. **Le Comité consultatif encourage encore une fois la Mission à veiller à ce que les deux projets à effet rapide soient exécutés le plus vite possible (voir A/65/743/Add.5, par. 33).**

Formation

39. Les paragraphes 33 à 35 du projet de budget (A/66/681) concernent les ressources demandées au titre de la formation pour l'exercice 2012/13. Le Comité consultatif note que, d'après le tableau figurant au paragraphe 34, les nombres effectif, prévu et proposé de membres du personnel recruté sur le plan international devant prendre part à une formation externe étaient respectivement de 33 pour l'exercice 2010/11, de 29 pour l'exercice 2011/12 et de 27 pour l'exercice 2012/13 et que les nombres effectif, prévu et proposé de membres du personnel recrutés sur le plan international de la Mission pour ces exercices étaient respectivement de 99, 102 et 100. Il semble donc au Comité consultatif que chacun des membres de la Mission recruté sur le plan international suit une formation externe tous les trois ans en moyenne.

40. Ayant demandé à la Mission pourquoi il était nécessaire d'offrir aussi fréquemment au personnel recruté sur le plan international des formations externes, le Comité a été informé que toutes ces formations visaient à répondre aux besoins de la Mission ou à permettre à son personnel d'acquérir des compétences approuvées pour certains postes ou certaines fonctions. Le Comité consultatif traite de façon plus approfondie de la question de la formation dans les missions de maintien de la paix dans son rapport sur les questions intersectorielles (A/66/718).

Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes

41. On trouvera à la section V.C du projet de budget (A/66/681), un récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies. S'agissant du faible taux d'occupation des vols des appareils AN-26 de la Mission relevé par le Comité des commissaires aux comptes, il a été indiqué que la Mission a pris des mesures correctives pour maximiser les taux d'occupation de ses vols en restructurant la composition de sa flotte. Ainsi, un appareil a été retiré et deux appareils AN-26 ont été reconfigurés de façon à rentabiliser le transport de passagers et de fret entre les bases d'opérations de la Mission. **Le Comité consultatif est d'avis que la Mission doit continuer de redoubler d'efforts pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes.**

V. Conclusion

42. On trouvera à la section V du rapport sur l'exécution du budget (A/66/573) une description des mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011. **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé, d'un montant de 28 400 dollars, ainsi que les recettes diverses et ajustements, d'un montant de 1 109 700 dollars, soient portés au crédit des États Membres.**

43. On trouvera à la section IV du projet de budget (A/66/681) une description des mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit de 58 239 200 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission, pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.**

Documentation

- Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/573)
- Budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/681)
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/5 (Vol. II), chap. II)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/65/743/Add.5)

- Résolutions 64/284 et 65/304 de l'Assemblée générale concernant le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
- Résolutions 690 (1991) et 1979 (2011) du Conseil de sécurité

Annexe I

**Dépenses effectives et prévues de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental :
exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012**

	<i>1^{er} juillet 2011 au 31 janvier 2012</i>			<i>Prévisions du 1^{er} février au 30 juin 2012</i>				<i>Explication des écarts</i>
	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses effectives + dépenses prévues</i>	<i>Solde inutilisé prévu au 30 juin 2011</i>	<i>Écart en pourcentage</i>	
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (1) – (2)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (2) + (4)</i>	<i>(6) = (1) – (5)</i>	<i>(7) = (6) ÷ (1)</i>	
Militaires et personnel de police								
Observateurs militaires	5 743,7	3 615,6	2 128,1	1 940,2	5 555,8	187,9	3,3	Le solde inutilisé s’explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes prévu était supérieur à celui retenu pour l’établissement du budget (3 % au lieu de 2 %).
Contingents	757,9	544,3	213,6	232,3	776,6	(18,7)	(2,5)	Le dépassement s’explique principalement par la hausse du coût du transport des contingents vers leurs pays d’origine au terme de la période de service.
Police des Nations Unies	165,5	55,1	110,4	73,6	128,7	36,8	22,2	Le solde inutilisé s’explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes prévu était de 11%, alors qu’un taux nul avait été retenu pour l’établissement du budget.
Total partiel	6 667,1	4 215,0	2 452,1	2 246,1	6 461,1	206,0	3,1	
Personnel civil								
Personnel recruté sur le plan international	17 649,6	11 313,6	6 336,0	7 949,0	19 262,6	(1 613,0)	(9,1)	Le dépassement est principalement imputable à l’accroissement des dépenses liées à la modification des prestations et indemnités découlant de la mise en œuvre de l’harmonisation des conditions d’emploi.

	<i>1^{er} juillet 2011 au 31 janvier 2012</i>			<i>Prévisions du 1^{er} février au 30 juin 2012</i>				
	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses effectives + dépenses prévues</i>	<i>Solde inutilisé prévu au 30 juin 2011</i>	<i>Écart en pourcentage</i>	
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (1) – (2)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (2) + (4)</i>	<i>(6) = (1) – (5)</i>	<i>(7) = (6) ÷ (1)</i>	<i>Explication des écarts</i>
Personnel recruté sur le plan national	4 052,9	2 724,9	1 328,0	2 050,8	4 775,7	(722,8)	(17,8)	Le dépassement s’explique principalement par le fait que les postes d’agents recrutés sur le plan national ont été reclassés.
Volontaires des Nations Unies	809,5	455,1	354,4	209,1	664,2	145,3	17,9	Le solde inutilisé s’explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes prévu était supérieur à celui retenu pour l’établissement du budget (7 % au lieu de 2 %).
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	47,0	36,1	10,9	23,1	59,2	(12,2)	(26,0)	Le dépassement s’explique principalement par le fait que le personnel recruté sur le plan national a fait l’objet d’un reclassement.
Total partiel	22 559,0	14 529,7	8 029,3	10 232,0	24 761,7	(2 202,7)	(9,8)	
Dépenses opérationnelles								
Personnel fourni par des gouvernements	39,4	22,7	16,7	16,3	39,0	0,4	1,0	Le solde inutilisé s’explique principalement par la baisse des dépenses liées au versement de l’indemnité de subsistance (missions) découlant des absences autorisées hors de la zone de la mission.
Consultants	15,0	–	15,0	15,0	15,0	–	–	
Voyages	704,5	357,3	347,2	222,5	579,8	124,7	17,7	Le solde inutilisé s’explique principalement par le fait qu’un voyage n’a pas pu avoir lieu, les parties concernées n’étant pas disponibles.
Installations et infrastructures	4 467,8	2 088,1	2 379,7	2 039,5	4 127,6	340,2	7,6	Le solde inutilisé s’explique par l’annulation de l’achat de stations d’épuration de l’eau, par la réduction des pièces détachées, et par la baisse des dépenses effectives au titre du soutien logistique autonome.

	<i>1^{er} juillet 2011 au 31 janvier 2012</i>			<i>Prévisions du 1^{er} février au 30 juin 2012</i>				<i>Explication des écarts</i>
	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses effectives + dépenses prévues</i>	<i>Solde inutilisé prévu au 30 juin 2011</i>	<i>Écart en pourcentage</i>	
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (1) – (2)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (2) + (4)</i>	<i>(6) = (1) – (5)</i>	<i>(7) = (6) ÷ (1)</i>	
Transports terrestres	3 609,3	639,7	2 969,6	1 392,2	2 031,9	1 577,4	43,7	Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que des véhicules ont été reçus de la MINURCAT, ce qui a permis de réduire les achats.
Transports aériens	17 046,7	12 261,1	4 785,6	3 134,7	15 395,8	1 650,9	9,7	Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le contrat relatif à un hélicoptère est venu à expiration en mai 2011.
Communications	1 411,5	1 056,9	354,6	345,0	1 401,9	9,6	1 411,5	
Informatique	1 096,4	711,4	385,0	381,0	1 092,4	4,0	1 096,4	
Services médicaux	157,8	110,2	47,6	87,0	197,2	(39,4)	157,8	Le dépassement correspond principalement aux coûts effectifs de l'évacuation sanitaire de personnel militaire.
Fournitures, services et matériel divers	3 624,9	3 215,1	409,8	306,9	3 522,0	102,9	2,8	Le solde inutilisé s'explique par le fait que l'achat de nouveaux climatiseurs a été annulé, les nouveaux logements en dur en étant pourvus.
Projets à effet rapide	50,0	–	50,0	50,0	50,0	–	–	
Total partiel	32 223,3	20 462,5	11 760,8	7 990,1	28 452,6	3 770,7	11,7	
Total brut	61 449,4	39 207,2	22 242,2	20 468,2	59 675,4	1 774,0	2,9	
Recettes provenant des contributions du personnel	2 761,3	1 618,0	1 143,3	1 143,3	2 761,3	–	–	
Total net	58 688,1	37 589,2	21 098,9	19 324,9	56 914,1	1 774,0	3,0	
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 769,9	516,8	1 253,1	1 253,1	1 769,9	–	–	
Total	63 219,3	39 724,0	23 495,3	21 721,3	61 445,3	1 774,0	2,8	

Annexe II

Récapitulatif des modifications proposées au tableau d'effectifs de la MINURSO pour l'exercice 2012/13

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Composante 3 : appui			
Section des finances	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant financier en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Création de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national, par transformation d'un poste d'assistant financier
Total partiel	-		
Section des transports aériens	+3	GN	Transfert de 1 poste d'assistant aux entrepôts et de 1 poste d'assistant aux télécommunications de la Section des communications et de l'informatique, et de 1 poste d'assistant à la gestion des équipements et du matériel de la Section du génie
	+2	GN	Création de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, par transformation de 2 postes de Volontaires des Nations Unies (assistant administratif et assistant aux opérations aériennes)
	-2	VNU	Transformation de 2 postes (assistant administratif et assistant aux opérations aériennes) en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
Total partiel	+3		
Section du génie	-1	GN	Suppression de 1 poste d'assistant à la gestion des équipements et du matériel
	-1	GN	Transfert de 1 poste d'assistant à la gestion des équipements et du matériel à la Section des transports aériens
Total partiel	-2		
Section des communications et de l'informatique	-5	GN	Transfert de 1 poste d'assistant aux entrepôts et de 1 poste d'assistant aux télécommunications à la Section des transports aériens et de 3 postes d'assistant à la gestion des équipements et du matériel au Centre mixte des opérations logistiques
	-1	VNU	Suppression de 1 poste d'assistant aux télécommunications
Total partiel	-6		
Section des transports	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant aux stocks et aux fournitures en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+2	GN	Création de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, par transformation de 1 poste d'assistant aux stocks et aux fournitures et de 1 poste d'assistant aux transports
	-1	VNU	Transformation de 1 poste d'assistant aux transports en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
Total partiel	-		

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Centre mixte des opérations logistiques	+3	GN	Transfert de 3 postes d'assistant à la gestion des équipements et du matériel de la Section des communications et de l'informatique
Total	-2		
Personnel recruté sur le plan international	-2		
Personnel recruté sur le plan national	+4		
Volontaire des Nations Unies	-4		

Abréviations : SM, agent du Service mobile; GN, agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU, Volontaire des Nations Unies.